

Lyon, le 14 décembre 2018

L'inspecteur d'académie
directeur académique des services de l'éducation nationale

à

Mesdames et messieurs les inspecteurs de l'éducation
nationale

Mesdames et messieurs les directeurs d'écoles

Mesdames et messieurs les professeurs des écoles
et instituteurs

Division des personnels
enseignants du premier
degré public

Bureau DPE 1
Mobilité et actes collectifs

2018-2019
Affaire suivie par
Véronique Petit
Téléphone
04 72 80 68 63
Télécopie
04 72 80 68 12
Courriel
ce.ia69-dpe1@
ac-lyon.fr

21 rue Jaboulay
69309 Lyon
CEDEX 07

Objet : Demande de mise en disponibilité et de réintégration pour l'année scolaire 2019-2020.

Réf. : Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'état
Décret n°85-986 du 16 septembre 1985
Décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017

1. Types de disponibilités

La disponibilité est la position de l'enseignant qui, placé hors de son administration, cesse de bénéficier de ses droits à l'avancement et à la retraite. Durant une disponibilité, l'enseignant n'est pas rémunéré.

1.1 La disponibilité est de droit :

- pour élever un enfant âgé de moins de huit ans,
- pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou partenaire pacsé, à un ascendant, à la suite d'un accident ou d'une maladie grave ou atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne,
- pour suivre son conjoint ou le partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité, lorsque celui-ci est astreint à une résidence éloignée pour des raisons professionnelles,
- pour se rendre dans les D.O.M., les C.O.M., en Nouvelle-Calédonie et à l'étranger en vue de l'adoption d'un ou de plusieurs enfants,
- pour exercer un mandat d'élu local.

Contrairement à la disponibilité sur autorisation, la disponibilité de droit peut être accordée en cours d'année. La demande devra être établie au moins un mois avant le début de la période et elle prendra fin le 31 août 2020 (annexe 6), hormis la disponibilité pour élever un enfant de moins de 8 ans qui prendra fin la veille des 8 ans de l'enfant.

1.2 La disponibilité sur autorisation est accordée en fonction des nécessités de service :

- pour études ou recherches présentant un intérêt général,
- pour convenances personnelles,
- pour créer ou reprendre une entreprise au sens de l'article L.351-24 du code du travail.

Il est nécessaire de joindre à votre formulaire un courrier motivant votre demande et les pièces justificatives.

La mise en disponibilité sur autorisation est accordée en fonction de la situation des effectifs des personnels enseignants dans le département du Rhône.

Compte tenu de cette situation, je pourrais être amené à opposer un refus aux demandes de disponibilité sur autorisation, ainsi qu'aux demandes de renouvellement, qui feront l'objet d'un examen systématique.

Tout changement d'adresse ou d'état civil intervenant au cours de la période de disponibilité devra être communiqué à la division du personnel enseignant du 1^{er} degré.

2. Demande de renouvellement ou de réintégration après une disponibilité

Le décret n°85-986 du 16 septembre 1985 fixe la date maximale de retour des demandes au 31 mai, soit trois mois avant l'expiration de la disponibilité. Passée cette date, aucune demande ne sera prise en compte. Néanmoins, dans l'intérêt des enseignants, et dans la perspective du mouvement 2019, il importe que les demandes parviennent à la division du personnel enseignant du 1^{er} degré – DPE 1 **avant le 1^{er} mars 2019**, à l'aide de l'annexe 3 ci-jointe. Les enseignants devront participer au mouvement 2019 et fournir à mes services un certificat médical d'aptitude délivré par un médecin agréé (annexe 4 et 5).

Attention : En l'absence de ces documents, la rémunération ne pourra pas être effectuée par le bureau de la gestion individuelle.

Les personnels qui n'auront pas demandé leur réintégration ou le renouvellement de leur disponibilité dans les délais mentionnés, se trouveront, au 1^{er} septembre 2019, en situation irrégulière et se placeront en dehors des garanties prévues par leur statut, s'exposant ainsi à une radiation des cadres.

Les enseignants qui changeront de département dès la rentrée scolaire 2019, devront aussi impérativement transmettre leur demande de réintégration et leur certificat médical auprès de mes services (annexes mentionnées ci-dessus).

3. Exercice d'activité dans le secteur privé pendant la période de disponibilité

Pour les enseignants étant en disponibilité depuis moins de 3 ans, la saisine de la commission de déontologie est obligatoire. Elle est effectuée par l'administration.

Le lien suivant vous permettra d'accéder à la liste des pièces nécessaires à fournir pour la saisine de la commission de déontologie de la fonction publique <https://www.fonction-publique.gouv.fr/composition-dossier> .

Les enseignants souhaitant saisir cette commission, devront le faire par le biais du formulaire de saisine en ligne <https://www.fonction-publique.gouv.fr/fonction-publique/demande-commission-deontologie> . Le cas échéant, cette démarche sera réalisée par l'administration. L'ensemble des documents devront alors être adressés au bureau de la mobilité et des actes collectifs – DPE 1.

Les enseignants étant en disponibilité depuis plus de 3 ans, devront solliciter l'autorisation au moyen du formulaire « déclaration d'exercice d'activité privée », accessible sur ce même portail <https://www.fonction-publique.gouv.fr/composition-dossier> et d'une copie du contrat (ou d'une déclaration INSEE pour les créateurs d'entreprise).

L'ensemble de ces documents devront être adressés au bureau de la mobilité et des actes collectifs – DPE 1.

4. Calendrier

Vous trouverez ci-dessous le calendrier fixant les dates limites de réception des demandes de disponibilité - premières demandes (annexe 1) ou renouvellements (annexe 2) - et de réintégration (annexe 3) :

<i>Afin de faciliter l'organisation de la rentrée 2019-2020, il est demandé aux enseignants souhaitant solliciter une disponibilité de droit, de transmettre leur demande dans les délais mentionnés ci-dessous.</i>		
	Date limite d'envoi de la demande par l'enseignant à l'inspecteur de l'éducation nationale	Date limite de réception à la direction des services départementaux de l'éducation nationale (bureau DPE1)
	Premières demandes	Premières demandes et renouvellements
Disponibilités	1 ^{er} février 2019	7 février 2019
Réintégration		1 ^{er} mars 2019
Les demandes de renouvellement de disponibilité et de réintégration doivent être adressées directement au bureau DPE 1.		

Toute demande de mise en disponibilité entraîne automatiquement la **perte du poste occupé**.

Seule la disponibilité de droit pour élever un enfant de moins de 8 ans permet une prise en compte gratuite de douze trimestres dans le calcul de la durée des services valables pour la retraite.

Les enseignants sollicitant un temps partiel pour la même année scolaire doivent tenir informé le bureau DPE 1 de l'annulation de leur demande de disponibilité ou, le cas échéant, de leur demande de temps partiel.

Les enseignants stagiaires devront justifier leur titularisation pour pouvoir solliciter une disponibilité.

Les formulaires de demande devront être dûment complétés et seront traités uniquement si toutes les pièces justificatives sont transmises.



Guy Charlot

1° DISPONIBILITE DE DROIT

ARTICLE DU DECRET	TYPE DE DISPONIBILITE SOLLICITEE	PIECES JUSTIFICATIVES A JOINDRE A L'APPUI DE LA DEMANDE	DUREE MAXIMALE AUTORISEE DANS LA CARRIERE	Activité professionnelle
47	Pour élever un enfant âgé de moins de huit ans	- copie du livret de famille	1 an renouvelable jusqu'à la veille des 8 ans de l'enfant	Possibilité d'exercer une activité salariée, compatible avec l'éducation de l'enfant et sous réserve d'autorisation
47	Donner des soins à <ul style="list-style-type: none"> • un enfant à charge, • au conjoint ou partenaire de pacs • à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie grave ou atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne	- copie du livret de famille ou du pacs - certificats médicaux - carte d'invalidité	Tant que les conditions sont remplies	Aucune activité salariée autorisée pendant cette période
47	Pour suivre : <ul style="list-style-type: none"> • son conjoint, • son partenaire de pacs lorsque celui-ci est astreint à une résidence éloignée pour des raisons professionnelles	- copie du livret de famille ou du pacs - attestation de l'employeur récente en français, du conjoint ou du partenaire de pacs	1 an renouvelable Tant que les conditions sont remplies	Possibilité d'exercer une activité privée, salariée, sous réserve d'autorisation
47	Pour se rendre : <ul style="list-style-type: none"> • dans les D.O.M, les C.O.M • en Nouvelle-Calédonie • à l'étranger en vue de l'adoption d'un ou de plusieurs enfants	- copie de l'agrément mentionné aux articles 63 et 100-3 du code de la famille et de l'aide sociale	6 semaines maximum par agrément	Aucune activité salariée autorisée pendant cette période
47	Pour exercer un mandat d'élu local	- demande de l'intéressé(e) - attestation préfectorale	Durée du mandat	Aucune activité salariée autorisée pendant cette période

2° DISPONIBILITE SUR AUTORISATION, ACCORDEE SOUS RESERVE DES NECESSITES DE SERVICE

ARTICLE DU DECRET	TYPE DE DISPONIBILITE SOLLICITEE	PIECES JUSTIFICATIVES A JOINDRE A L'APPUI DE LA DEMANDE	DUREE MAXIMALE AUTORISEE DANS LA CARRIERE	Activité professionnelle
44	Disponibilité pour études ou recherches présentant un intérêt général	Certificat d'inscription ou attestation de scolarité	1 an renouvelable 6 fois	Aucune activité salariée autorisée pendant cette période
44	Disponibilité pour convenances personnelles	Toutes pièces justificatives de nature à éclairer l'administration dans sa décision	1 an renouvelable sur une période ne pouvant excéder 10 ans sur l'ensemble de la carrière	Possibilité d'exercer une activité privée, salariée, sous réserve d'autorisation
46	Disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise au sens de l'article L.325-24 du code du travail	Extrait du registre du commerce ou autres pièces relatives à l'entreprise	1 an renouvelable 1 fois	Possibilité d'exercer une activité privée, salariée, sous réserve d'autorisation

Je soussigné(e) : Nom d'usage Nom de famille :
Prénom : Date de naissance : Grade : Position actuelle :
Adresse : CP Ville : Pays :
Téléphone : Portable : Mail :

Sollicite pour l'année scolaire 2019 – 2020 :

1 Une mise en disponibilité de droit - A retourner, dans la mesure du possible et afin de faciliter l'organisation de la rentrée 2019-2020, à l'IEN de la circonscription avant le 1er février 2019

- Pour élever un enfant âgé de moins de huit ans (*formulaire et copie du livret de famille*)
- Pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou partenaire de pacs, à un ascendant, à la suite d'un accident ou d'une maladie grave ou atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne (*formulaire, copie du livret de famille, acte de mariage ou du pacs et certificats médicaux*).
- Pour suivre son conjoint ou le partenaire avec lequel vous êtes lié par un pacte civil de solidarité lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, à raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire (*formulaire, copie de l'acte de mariage ou du pacs et le contrat ou une attestation récente de l'employeur de votre conjoint(e) ou partenaire – en français*).
- Pour se rendre dans les D.O.M., les C.O.M., en Nouvelle-Calédonie et à l'étranger en vue d'adoption d'un ou de plusieurs enfants (*formulaire et copie de l'agrément mentionné aux articles 63 et 100-3 du code de la famille et de l'aide sociale*)
- Pour exercer un mandat d'élu local (*formulaire et documents justificatifs*)

Une mise en disponibilité sur autorisation - A retourner à l'IEN de la circonscription avant le 1er février 2019

- Pour études ou recherches présentant un intérêt général (*formulaire, lettre de motivation et documents justificatifs*)
- Pour convenances personnelles (*formulaire, lettre de motivation et documents justificatifs*).
- Pour créer ou reprendre une entreprise au sens de l'article L.351-24 du code du travail (*formulaire, lettre de motivation et documents justificatifs*).

2 Je précise que :

- Ma demande est conditionnelle car j'ai sollicité un temps partiel pour la rentrée 2019-2020
- Je vais exercer une activité privée
- J'ai participé au mouvement interdépartemental
- J'ai ou je vais participer au mouvement interdépartemental complémentaire par INEAT EXEAT

3

- J'ai pris connaissance que je perdais mes droits à l'avancement et à la retraite
- J'ai pris acte que je perdais mon poste
- J'ai pris acte que l'octroi de la demande est valable pour toute la durée de l'année scolaire 2019-2020
- Je m'engage à fournir à la DPE tout changement d'adresse ou de situation familiale, pendant la période de mise en disponibilité

Fait à _____, le _____ Signature de l'intéressé(e) :

4 Avis motivé de l'inspecteur(trice) de l'éducation nationale de la circonscription

- Très favorable Favorable Réservé

.....
.....
.....

Fait à _____, le _____ Cachet et Signature

DEMANDE DE DISPONIBILITE
RENOUVELLEMENT
ANNEE SCOLAIRE 2019-2020

Je soussigné(e) : Nom d'usage Nom de famille :

Prénom : Date de naissance : Grade : Position actuelle :

Adresse : CP Ville : Pays :

Téléphone : Portable : Mail :

Sollicite le renouvellement de ma disponibilité pour l'année scolaire 2019-2020, pour le motif suivant :

1

Une mise en disponibilité de droit - A retourner, dans la mesure du possible et afin de faciliter l'organisation de la rentrée 2019-2020, à la DSDEN avant le 07 février 2019

- Pour élever un enfant âgé de moins de huit ans (*formulaire et copie du livret de famille*)
- Pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou partenaire de pacs, à un ascendant, à la suite d'un accident ou d'une maladie grave ou atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne (*formulaire, copie du livret de famille, acte de mariage ou du pacs et certificats médicaux*).
- Pour suivre son conjoint ou le partenaire avec lequel vous êtes lié par un pacte civil de solidarité lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, à raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire (*formulaire, copie de l'acte de mariage ou du pacs et le contrat ou une attestation récente de l'employeur de votre conjoint(e) ou partenaire – en français*).
- Pour se rendre dans les D.O.M., les C.O.M., en Nouvelle-Calédonie et à l'étranger en vue d'adoption d'un ou de plusieurs enfants (*formulaire et copie de l'agrément mentionné aux articles 63 et 100-3 du code de la famille et de l'aide sociale*)
- Pour exercer un mandat d'élu local (*formulaire et documents justificatifs*)

Une mise en disponibilité sur autorisation - A retourner à la DSDEN avant le 07 février 2019

- Pour études ou recherches présentant un intérêt général (*formulaire, lettre de motivation et documents justificatifs*)
- Pour convenances personnelles (*formulaire, lettre de motivation et documents justificatifs*)
- Pour créer ou reprendre une entreprise au sens de l'article L.351-24 du code du travail (*formulaire, lettre de motivation et documents justificatifs*)

2

Je précise que :

- Ma demande est conditionnelle car j'ai sollicité un temps partiel pour la rentrée 2019-2020
- Je vais exercer une activité privée
- J'ai participé au mouvement interdépartemental
- J'ai ou je vais participer au mouvement interdépartemental complémentaire par INEAT EXEAT

3

- J'ai pris connaissance que je perdais mes droits à l'avancement et à la retraite
- J'ai pris acte que l'octroi de la demande est valable pour toute la durée de l'année scolaire 2019-2020
- Je m'engage à fournir à la DPE tout changement d'adresse ou de situation familiale, pendant la période de mise en disponibilité

Fait à _____, le _____

Signature de l'intéressé(e) :

REINTEGRATION
APRES UNE MISE EN DISPONIBILITE
ANNEE SCOLAIRE 2019 - 2020

Je soussigné(e) : Nom d'usage Nom de famille :

Prénom : Date de naissance : Grade :

Adresse : CP Ville :

Téléphone : Portable : Mail :

Je suis en disponibilité pour :

- Pour élever un enfant âgé de moins de huit ans
- Pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou partenaire de pacs, à un ascendant, à la suite d'un accident ou d'une maladie grave ou atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne
- Pour suivre son conjoint ou le partenaire avec lequel vous êtes lié par un pacte civil de solidarité lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, à raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire
- Pour se rendre dans les D.O.M., les C.O.M., en Nouvelle-Calédonie et à l'étranger en vue d'adoption d'un ou de plusieurs enfants
- Pour exercer un mandat d'élu local
- Pour études ou recherches présentant un intérêt général
- Pour convenances personnelles
- Pour créer ou reprendre une entreprise au sens de l'article L.351-24 du code du travail

Depuis le :

Je sollicite ma réintégration au 1^{er} septembre 2019

Ou

Une réintégration anticipée au

Je m'engage à fournir un certificat médical d'aptitude délivré par un médecin agréé, avant la prise de mes fonctions

(ci-joint le certificat médical administratif - à retourner au service DPE 1 et la fiche de remboursement d'honoraires – à retourner au service DPE 4).

<https://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr/liste-des-medecins-et-psychologues-agrees-0>

Je participe au mouvement intra départemental

Fait à _____, le _____

Signature de l'intéressé(e) :



CERTIFICAT MEDICAL ADMINISTRATIF

Etabli à la demande de l'administration

en vue d'admission à un emploi public

Décret n° 86-442 du 14/03/1986 Titre II - article 20

Division des personnels
enseignants 1^{er} degré
public

Bureau DPE1

Je soussigné(e) Docteur
Médecin généraliste agréé par les services préfectoraux,

exerçant (adresse) :
.....

certifie avoir examiné ce jour

M.....

corps : personnels enseignants de l'enseignement du 1er degré
grade : professeur des écoles

- Avoir constaté qu'il (ou elle) n'est atteint(e) d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'exercice des fonctions postulées et est reconnu(e) apte à occuper un emploi public.
- Nécessite un examen complémentaire par un médecin spécialiste agréé en
- Est inapte à l'exercice des fonctions de professeur des écoles (joindre un rapport circonstancié)

Signature et cachet du praticien

Fait à _____, le _____



Certificat médical

partie à conserver par l'agent

Je soussigné(e), (nom - prénom) :
médecin généraliste agréé par les services préfectoraux,

- Avoir constaté qu'il (ou elle) n'est atteint(e) d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'exercice des fonctions postulées et est reconnu(e) apte à occuper un emploi public.
- Nécessite un examen complémentaire par un médecin spécialiste agréé en
- Est inapte à l'exercice des fonctions de professeur des écoles (joindre un rapport circonstancié)

Signature et cachet du praticien

Fait à _____, le _____

FICHE DE REMBOURSEMENT D'HONORAIRES



CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION	
N° tiers CHORUS	
Exercice :	
RECCHOR 069	
BOP	

LES PHOTOCOPIES DE CE DOCUMENT NE SONT PAS ACCEPTEES

A retourner par le médecin à :

Direction des services départementaux de l'Éducation nationale du Rhône (DSDEN 69)

Bureau DPE 4

21 Rue Jaboulay

69007 LYON

► **Accompagné :** **d'un RIB,**

de votre numéro SIRET (ou à défaut d'une copie de votre carte nationale d'identité)

du certificat médical établi

N'INSCRIRE AUCUN ELEMENT MEDICAL SUR CE DOCUMENT

(à remplir par le médecin agréé : en aucun cas par un remplaçant)

Je soussigné, Docteur (Nom, Prénom).....

N° SIRET (à 14 chiffres) :

Médecin généraliste agréé demande le règlement de la somme de **25,00 euros** (vingt-cinq euros) représentant le montant de mes honoraires pour l'examen de la personne désignée ci-dessous, à verser sur mon compte :

Code banque : Code guichet : N° de compte Clé :

Domiciliation :

Agence :

Timbre du praticien fait à le
(signature)

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR OBLIGATOIREMENT :

Nom de la personne examinée :

Nom de jeune fille :

Prénom :

► **cocher les cases correspondantes :**

Enseignant (matière): **Non enseignant** (Grade) :

Public

Privé

Etablissement d'affectation :

Code postal établissement :

Commune établissement :

DEMANDE DE DISPONIBILITE
1^{ère} DEMANDE
en cours d'année
ANNEE SCOLAIRE 2019 - 2020

Je soussigné(e) : Nom d'usage Nom de famille :

Prénom : Date de naissance : Grade : Position actuelle :

Adresse : CP Ville :

Téléphone : Portable : Mail :

Sollicite une disponibilité à partir du jusqu'au 31 août 2020, pour l'une des raisons suivantes : (*par voie hiérarchique*)

1 Une mise en disponibilité de droit

- Pour élever un enfant âgé de moins de huit ans (*formulaire et copie du livret de famille*)
- Pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou partenaire de pacs, à un ascendant, à la suite d'un accident ou d'une maladie grave ou atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne (*formulaire, copie du livret de famille, acte de mariage ou du pacs et certificats médicaux*).
- Pour suivre son conjoint ou le partenaire avec lequel vous êtes lié par un pacte civil de solidarité lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, à raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire (*formulaire, copie de l'acte de mariage ou du pacs et le contrat ou une attestation récente de l'employeur de votre conjoint(e) ou partenaire – en français*).
- Pour se rendre dans les D.O.M., les C.O.M., en Nouvelle-Calédonie et à l'étranger en vue d'adoption d'un ou de plusieurs enfants (*formulaire et copie de l'agrément mentionné aux articles 63 et 100-3 du code de la famille et de l'aide sociale*)
- Pour exercer un mandat d'élu local (*formulaire et documents justificatifs*)

Une mise en disponibilité sur autorisation

- Pour études ou recherches présentant un intérêt général (*formulaire, lettre de motivation et documents justificatifs*)
- Pour convenances personnelles (*formulaire, lettre de motivation et documents justificatifs*)
- Pour créer ou reprendre une entreprise au sens de l'article L.351-24 du code du travail (*formulaire, lettre de motivation et documents justificatifs*)

2 Je précise que :

- Je vais exercer une activité privée

3

- J'ai pris connaissance que je perdais mes droits à l'avancement et à la retraite,
- J'ai pris acte que je perdais mon poste,
- J'ai pris acte que l'octroi de la demande est valable pour toute la durée de l'année scolaire 2019-2020,
- Je m'engage à fournir à la DPE tout changement d'adresse ou de situation familiale, pendant la période de mise en disponibilité.

Fait à _____, le _____ Signature de l'intéressé(e) :

4

Avis motivé de l'inspecteur(trice) de l'éducation nationale de la circonscription

- Très favorable Favorable Réservé

Fait à _____, le _____ Cachet et Signature